

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 18 janvier 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 décembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – atelier RC4**

Usine de Carling

BP 90290

57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_RC4\_2024-01-11\_RAPVI\_SGS\_MFMCBME\_25892  
Code AIOT : 0006209828

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2023 dans l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France implanté établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 6 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale du contrôle du système de gestion de la sécurité (SGS) et concerne plus particulièrement la vérification de la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques (MMR) identifiées dans l'étude de danger de l'atelier RC4. La visite du 14 décembre 2023 a notamment porté sur la MMR instrumentée "intensité basse" nommée ISL8122.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies Petrochemicals France
- établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold
- code AIOT : 0006209828
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PS, PPC et PE), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. La visite du 14 décembre 2023 porte sur les installations de l'atelier RC4, situé au sein de secteur « résines logistique utilités » (RLU).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en œuvre, gestion et suivi des mesures de maîtrise des risques (MMR)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste unique des mesures de maîtrise des risques	Arrêté préfectoral du 28/09/2015 modifié, article 8.4.1 (partiel)	Sans objet
2	Efficacité de la mesure de maîtrise des risques « ISL8122 »	Arrêté ministériel du 29/09/2005 modifié, article 4 (partiel)	Sans objet
3	Niveau de confiance de la mesure de maîtrise des risques « ISL8122 »	Arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, point 5 de l'article 7 (partiel) et point 6 de l'annexe III (partiel)	Sans objet
4	Programme de surveillance et test de	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 7 (partiel) et 8 (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	la mesure de maîtrise des risques « ISL8122 »		
5	Suivi des défaillances et gestion des shunts	Arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, point 5 de l'article 7 (partiel)	Sans objet
6	Mélange accidentel de produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 8.4.1 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 14 décembre 2023 :

- un manque de rigueur dans le suivi et la mise à jour des documents et des données concernant la mesure de maîtrises des risques (MMR) contrôlée « ISL8122 ». Des actions correctives ont été mises en œuvre rapidement par l'exploitant ;
- une amélioration à apporter sur l'outil d'enregistrement des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques (MMR) afin d'identifier rapidement lorsqu'il s'agit d'une MMR (cf. point de contrôle n°5). L'exploitant s'est engagé à apporter les modifications nécessaires dans l'outil permettant ainsi d'identifier rapidement lorsqu'il s'agit d'une défaillance de MMR.

Au vu des éléments dont dispose l'inspection des installations classées ainsi que des constats réalisés lors de la visite, aucune suite administrative n'est proposée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste unique des mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 28/09/2015 modifié, article 8.4.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté préfectoral du 28/09/2015 - article 8.4.1 (partiel)</u>  « [...] l'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, identifiées dans les études de dangers. [...] Cette liste est intégrée dans le système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. [...] »</p> <p><u>Arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié – point 6 – annexe III (partiel)</u>  « Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux. »</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite du 14 décembre 2023, l'exploitant a présenté la liste unique des mesures de maîtrise des risques (MMR), pour l'atelier RC4, dans sa version du 11 juillet 2022.  L'exploitant déclare que la liste unique est mise à jour dès que nécessaire, notamment lors de la mise en place de nouvelles MMR suite au réexamen de l'étude de danger (EDD).  L'inspection des installations classées constate que la nouvelle MMR (nommé ISL8122) mise en place en septembre 2022 n'a pas été intégrée à la liste unique.  La liste unique (révision 3), mise à jour suite à la visite du 14 décembre 2023 et transmise par mail du 22 décembre 2023, n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Efficacité de la mesure de maîtrise des risques « ISL8122 »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/09/2005, article 4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté ministériel du 29/09/2005 - article 4 (partiel)</u> « Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser [...] »  <u>Arrêté préfectoral du 28/09/2015 - article 8.4.1 (partiel)</u> « [...] Les mesures retenues ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces [...] »
<b>Constats :</b> Les constats liés à cette prescription sont confidentiels mais n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Niveau de confiance de la mesure de maîtrise des risques « ISL8122 »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, point 5 de l'article 7 (partiel) et point 6 de l'annexe III (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté ministériel du 26/05/2014 - point 5 de l'article 7 (partiel)</u> " [...] À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]."  <u>Arrêté ministériel du 26/05/2014 - point 6 de l'annexe III (partiel)</u> « [...] Ce document indique à minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers [...] son niveau de confiance [...] »
<b>Constats :</b> Les constats liés à cette prescription sont confidentiels mais n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Programme de surveillance et test de la mesure de maîtrise des risques « ISL8122 »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 7 (partiel) et 8 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - article 7 (partiel)</u> « [...] il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. [...] »  <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - article 8 (partiel)</u> « Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] » <ul style="list-style-type: none"><li>– les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li><li>– les interventions éventuellement menées.</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...] »  <u>Arrêté préfectoral du 28/09/2015 - article 8.4.1 (partiel)</u> « [...] L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe ci-dessus, notamment :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques ;</li> <li>- les résultats de ces programmes ;</li> <li>- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques. [...] »</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les constats liés à cette prescription sont confidentiels mais n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Suivi des défaillances et gestion des shunts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, point 5 de l'article 7 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...]Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.[...] »
<b>Constats :</b> La liste des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques (MMR) a été diffusée lors de la visite du 14 décembre 2023. Aucun shunt et/ou défaillance n'a été recensé concernant la MMR ISL8122 depuis sa mise en place en septembre 2022. Les défaillances et anomalies sont enregistrées et gérées par l'exploitant à partir de l'outil RAMSES. Ces défaillances et anomalies sont analysées en termes de gravité, les causes sont identifiées et les actions correctives sont mises en place. En cas de shunt de la MMR, un temps de shunt acceptable est défini en fonction de l'analyse des risques.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées remarque que l'outil RAMSES, présenté lors de la visite, ne permet pas de différencier les défaillances et anomalies liées à une MMR d'une défaillance liée à un autre équipement de l'atelier. L'exploitant s'est engagé, lors de la visite du 14 décembre 2023, à apporter les modifications nécessaires dans l'outil permettant ainsi d'identifier rapidement lorsqu'il s'agit d'une défaillance de MMR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Mélange accidentel de produits incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2015 modifié, article 8.4.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de Maîtrises des Risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté préfectoral du 28/09/2015 modifié - article 8.4.1 (partiel)</u> « [...] l'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, identifiées dans les études de dangers. Les mesures retenues ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action. Cette liste est intégrée dans le système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.[...] »  <u>Arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié – point 6 de l'annexe III (partiel)</u> « Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant

à la maîtrise du même phénomène dangereux. »
<b>Constats :</b> Les constats liés à cette prescription sont confidentiels.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre la date de fonctionnement effectif de ces nouvelles MMR et de se positionner sur la nécessité de réviser l'étude de danger au vu de ces modifications. La mise à jour de la liste unique est également attendue après mise en œuvre des nouvelles MMR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite